

Légation de Suisse
en France

Paris, le 4 novembre 1898

15^{bis}, rue de Marignan



N^o 1.

Prière de rappeler
le numéro ci-dessus

5 nov 98
en circulation ✓

Monsieur le Président,

Ainsi que j'ai eu l'honneur
de vous le télégraphier ce matin et ainsi que
~~le~~ le faisait présentir une note parue
hier soir aux dernières nouvelles du journal
le "Temps", le Gouvernement français a officiellement
décidé le rappel de la mission Marchand,
On nous dit de source française que Lord
Salisbury, dans ses entretiens avec M. de Courcel
depuis le Conseil de Cabinet de jeudi dernier,
avait été moins conciliant que précédemment
et avait demandé l'évacuation de la vallée du
kil par les Français sans condition, c'est à
dire sans promettre qu'après cette évacuation
l'Angleterre serait disposée à engager la

Au
Département politique fédéral
à Berne



conversation et sans admettre de connexité entre
 l'évacuation et la possibilité de négociations
 ultérieures. Il n'en est pas moins officieusement
 certain que, une fois le retrait effectué, des
 négociations s'engageront pour délimiter les
 possessions égyptiennes dans le Haut Nil et
 les possessions françaises du Haut Congo et
 des environs du Lac Tchad. — Il y a donc
 là plutôt une question de forme, mais,
 sur cette question de forme, les Anglais se
 sont montrés absolument intransigeants,
 soutenant que la France ayant été
 prévenue que le rattachement de la mission
 Marchand sur le Nil constituerait "le
 contraire d'un acte amical" et la France
 ayant fait néanmoins cet acte, l'Angleterre
 ne pourrait transiger sans humiliation.

Il est d'usage en France qu'en cas
 d'échec, on cherche quelqu'un à dévorer (voir
 Gravelle ou Bazaine). La victime désignée paraît
 devoir être M. Hanstaux, si j'en juge par les
 propos que j'ai entendu tenir sur son compte.

par divers meneurs parlementaires. Quoiqu'il en soit la question de Fachoda cesse de menacer la paix du monde et nous pouvons tourner la page en tant que Suisses. D'autre part cette affaire de Fachoda laissera des traces, car l'animosité des Français contre l'Angleterre s'en est accrue et l'absence évidente du concours de la Russie enlèvera ici des illusions. Un sentiment vague d'isolement et de semi-désespérance, une certaine tendance à l'abaissement se font sentir, et cela peut avoir des contre-coups sur la politique intérieure.

Le Cabinet Dupuy se présentera cet après-midi devant le Parlement et vous recevrez en même temps que ces lignes la déclaration qu'il fera de son programme. — On assure que cette déclaration sera très courte. J'en ai déjà entendu tant que je n'y ajoute guère plus d'importance que le

public français lui-même. Le Cabinet Dupuy
 compte quatre radicaux et deux: M. Loeper, ministre
 de la marine, Delcassé, ministre des
 Affaires étrangères, Peytral, le très distingué
 ministre des finances dont le budget est
 endossé par le nouveau ministère, Viger,
 le ministre enrichi de l'Agriculture; le deux-
 radical est M. de Freycinet, qui, fidèle à ses
 traditions d'habileté, est insaisissable et
 incalculable; comme ministre de la guerre
 M. de Freycinet; cela était à prévoir,
 a attendu l'arrêt de la Cour de Cassation
 ordonnant la révision du procès Dreyfus,
 pour rentrer à la rue St. Dominique; il a
 cherché immédiatement à se faire bien
 voir des généraux en exigeant au ministère
 de la Justice la rentrée de M. Tillaye, le
 ministre qui avait avec éclat quitté le
 Cabinet Brisson parcequ'il était opposé
 à la révision! — Je tiens ce détail inédit
 de M. Ribot que M. Dupuy voulait avoir
 comme garde des sceaux; une transaction s'est

faite par l'élimination de Ribot et la remise des sceaux à un jeune juriconsulte tout à fait inconnu du grand public, M. Lébret, professeur à Caen; on mesure que ce dernier est un homme distingué et très honorable; on mesure aussi qu'il est 'anti-dreyfusard'. Quant à l'attitude de M. de Freycinet dans l'affaire Dreyfus elle est incalculable, mais son attitude actuelle est de se faire bien voir des généraux. J'ajoute que la crainte de voir ceux-ci refuser de déposer dans l'enquête que la Chambre criminelle de la Cour de Cassation fait elle-même s'est beaucoup atténuée; on m'a dit de très bonne source que les militaires déposeront.

Les modérés du Cabinet sont: M.^e Dupuy, Ministre de l'Intérieur, un fils de ses œuvres, ne s'est élevé dans une loge de concierge, maître secondaire à Nantua, élève distingué de l'École normale supérieure, très bon orateur, très net et très ouvert d'esprit, courageux, brusque et même brutal, mais corrigé par

une plaisanterie parfois un peu lourde et
 une constante bonne humeur la rudesse
 de ses propos dans les couloirs; au physique
 il ressemble beaucoup à M. Garard, député
 de Genève au Conseil des Etats; sa femme me
 rappelle étonnamment la veuve de M. Haucim
 conseiller fédéral Scheuch, au physique et
 au moral; il y a quelques années un
 journal de caricatures la représentait arrangeant
 les places d'un grand dîner au ministère
 et demandant à son mari "où f^{ait} ~~vous~~ vous?"
 L'anecdote est fautive, mais sera rééditée.
 M. Segues, Ministre de l'Instruction publique
 est un esprit très fin, très cultivé et un
 excellent orateur; il s'est malheureusement
 un peu fatigué dans les dernières années
 par la fréquentation extra-matrimoniale trop
 assidue de notre compatriote M^{lle} Bremwald,
 de Hämedorf (Canton de Zurich) plus connue
 au Grand Opéra sous le nom de M^{lle} Bréval.
 Le Ministre des Travaux publics, M. Krautz, est

un de mes anciens amis; lorsqu'en 1878 j'étais
 Commissaire-adjoint de la Suisse à l'Exposition
 universelle M. Krautz était le secrétaire et le
 factotum de son oncle alors commissaire
 général pour la France; le neveu est
 un grand travailleur, opiniâtre et enduré
 comme un fils des Vosges; il a fait sa
 carrière dans la Commission du budget
 comme rapporteur; il est ingénieur et peut
 faire un fort bon ministre des travaux
 publics. — Un autre excellent ministre des
 travaux publics aurait été M. Guillain,
 ingénieur éminent avec lequel j'ai eu de
 nombreux rapports lorsqu'il était fonctionnaire
 du Ministère des Travaux publics; j'ignore
 pourquoi on a mis M. Guillain aux Colonies;
 en tous cas c'est une force. — Quant à M.
Delomhe, Ministre du Commerce, il s'est fait
 connaître comme rédacteur économique du
 journal "Le Temps", puis comme rapporteur
 de la Commission du budget; il a une grande
 facilité de travail, pas mal d'ambition et a

pour nous Suisses le mérite d'être depuis dix ans le premier libre échangiste qui reprend le portefeuille du Commerce. - Tout ministère français a son ver rougeur; le ver rougeur du Ministère Dupuy sera M. de Freycinet qui a l'habitude de faire sauter tous les ministères qu'il ne préside pas. -

Quelles chances de vie a le Cabinet Dupuy? Dans ma pensée, pour qu'un Cabinet de concentration rende les services qu'on attend de lui et pour qu'il réponde à la composition actuelle de la Chambre française, il faudrait qu'il renfermât les chefs des divers groupes du parti républicain. La formation d'un Cabinet comprenant les chefs est difficile, parce que les chefs précisent les conditions de leur concours, mais c'est sous cette forme que l'on constitue les Cabinets durables; le Ministère Salisbury = Chamberlain = Goschen en est un exemple. Le printemps dernier, M. Faure avait chargé M. Ribot de former un ministère de concentration et M. Ribot avait échoué, parce que les radicaux

voulaient la présidence du Conseil ; on retourna
le char et deux radicaux, M. Peytral et Jaurien,
furent chargés de constituer un ministère. Je
ne crois pas trahir de secret en disant qu'il
avait été à peu près entendu qu'après l'échec
prim de M. Peytral & Jaurien, ^(échec) destinés à assouplir les
candidats ministériels et à faciliter un
rapprochement, on devrait en revenir à un cabinet
de concentration présidé par M. Ribot ou un autre
modéré, en sorte que la formation du cabinet
purement radical de M. Brisson a étonné alors
tout le monde. Aujourd'hui encore, on aurait
pu former un ministère comprenant la plupart
des chefs des différents groupes républicains. On
ne l'a pas fait. Un cabinet dans lequel ne
figure ni Ribot, ni Poincaré, ni Méline, ni
Fauriol, ni Coustans, ni Brisson, ni Bourgeois
et tous les jours exposé au groupement de ces
forces adverses dans un pays où les questions
de personnes jouent un si grand rôle, alors
que dans le Cabinet lui-même M. Dupuy, Freycinet
et Leygues peuvent seuls être considérés comme des

chefs. - le Cabinet peut être qu'on le voudra
 mis en minorité, soit par M. Méline et son groupe
 de modérés avec le concours de la droite, des
 ralliés, des nationalistes et des radicaux dissidents,
 menés par M. Pelletan, soit par une coalition de
 l'extrême gauche, des radicaux dissidents et de la
 droite. En d'autres termes le Cabinet est condamné
 à pivoter en équilibriste entre les groupes et
 sous-groupes. Il bénéficiera certainement
 pendant quelques mois de l'absence de
 concurrents, mais il serait exagéré d'attendre
 autre chose de lui. C'est tout ce qu'on peut
 dire et tout ce que disent les experts en
 stratégie parlementaire française. -

C'est avec un vrai soulagement que je
 signe le présent rapport et que je marque
 d'une pierre blanche le jour qui a mis fin
 à la possibilité d'un conflit armé entre la
 France et l'Angleterre. En théorie et en bon sens,
 cela devait finir comme cela a fini, mais j'avais

toujours une vague crainte qu'une maladresse
 quelconque à Londres ou à Paris, une parole
 imprudente ou un article de journal violent,
 un état d'âme de hidalgo espagnol chez quelque
 Chauvin français, ne viut tout chambarder.
 Enfin, au point de vue suisse, je me demandais
 si, vu l'immensité maritime anglo-italienne dans
 la Méditerranée, les Italiens n'auraient pas
 pu être tentés, après des succès anglais, de
 faire quelque chose, et alors notre pays aurait
 été tout près de l'incendie. — Dominus providit,
 comme disent les anciennes monnaies bernoises.

Agréés, Monsieur le Président, les nouvelles
 assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse

Lardy